NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

14 juin 2021 - 435

Quelles marges de manœuvre pour la politique économique de la France si la France reste dans l'euro et continue à appliquer les règles européennes ?

Les candidats à l'élection présidentielle d'avril 2022 en France, presque tous, veulent maintenir la France dans l'euro et veulent appliquer les règles de l'Union Européenne. Que reste-t-il alors comme marge de manœuvre pour les politiques économiques en France ?

- Compte tenu de la situation présente de compétitivité, aucune politique qui accroisse le coût du travail dans les secteurs soumis à la concurrence étrangère n'est admissible ;
- une taxation différente de celle du reste de l'Europe en ce qui concerne les facteurs mobiles de production (travail qualifié, capital) ou les bases fiscales mobiles est difficile à imaginer ;
- la politique de transition énergétique doit être semblable à celle de l'ensemble de l'Europe ;
- le déficit public devra respecter les normes européennes ;
- il reste cependant des degrés de liberté importants pour les politiques économiques : politique salariale pour les bas salaires (qui se trouvent surtout dans les services protégés de la concurrence étrangère) ; politique d'éducation et de compétences ; politique d'investissements publics lorsqu'ils améliorent l'efficacité de l'économie ; niveau des impôts qui n'ont pas d'effet sur la compétitivité-coût ou la localisation des activités (TVA, taxation des plus-values en capital à court terme).

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

www.research.natixis.com

Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

ECONOMIC RESEARCH

Quelles marges de manœuvre pour les politiques économiques de la France dans le cadre européen ?

Tous les candidats majeurs à l'élection présidentielle en France de 2022 proposent que **la France reste dans l'euro et applique les règles européennes dans les différents domaines** (budgétaire, concurrence…).

Cela **restreint évidemment fortement les marges de manœuvre des politiques économiques en France** : pas de dévaluation, pas de déficit public en infraction avec les règles européennes…

Que reste-t-il alors comme possibilités pour mener des politiques économiques nouvelles en France ?

Ce qui ne sera pas possible

1. **Impossible d'accroître le coût du travail dans les secteurs soumis à la concurrence étrangère.**

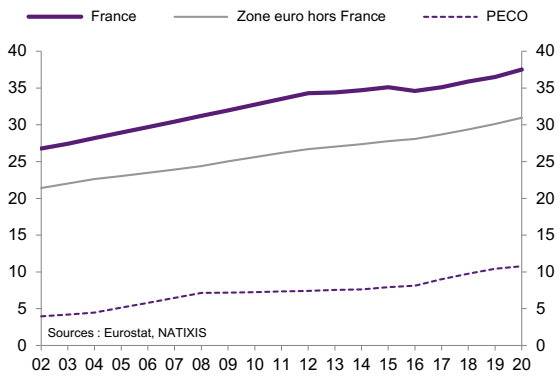
   La France, on le sait, est caractérisée à la fois par des **compétences faibles de la population active (Tableau 1)** et par un **coût du travail élevé (graphique 1a)**, ce qui explique le recul des parts de marché à l'exportation **(graphique 1b)**.

Tableau 1 : Enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (numératie et littéracie, 2016)

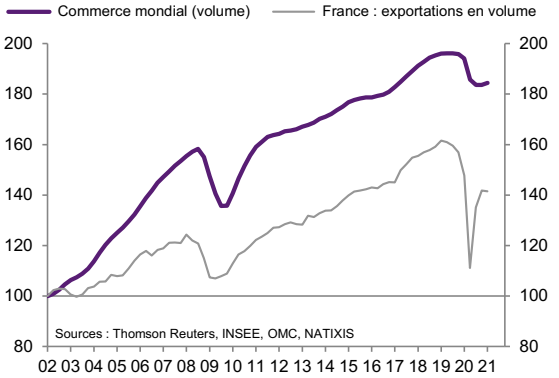
Rang	Pays	Score
1	Japon	292,2
2	Finlande	284,9
3	Pays-Bas	282,2
4	Suède	279,1
5	Norvège	278,4
6	Flandre (Belgique)	277,9
7	Nouvelle-Zélande	275,9
8	République tchèque	274,9
9	Slovaquie	274,8
10	Danemark	274,5
11	Estonie	274,5
12	Australie	274,0
13	Autriche	272,2
14	Allemagne	270,8
15	Canada	269,5
16	Corée	268,0
17	Royaume-Uni	267,2
18	Pologne	263,3
19	États-Unis	261,3
20	Irlande	261,1
21	France	258,2
22	Slovénie	257,0
23	Israël	253,1
24	Grèce	252,9
25	Italie	248,8
26	Espagne	248,8
27	Turquie	223,0
28	Chili	213,1

Sources : OCDE, NATIXIS

Graphique 1a
Salaire horaire y compris cotisations sociales (en €)

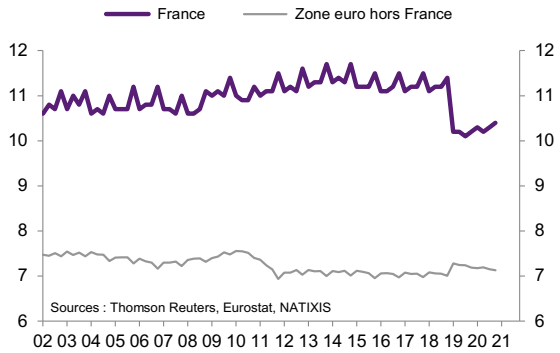


Graphique 1b
Exportations et commerce mondial (100 en 2002:1)

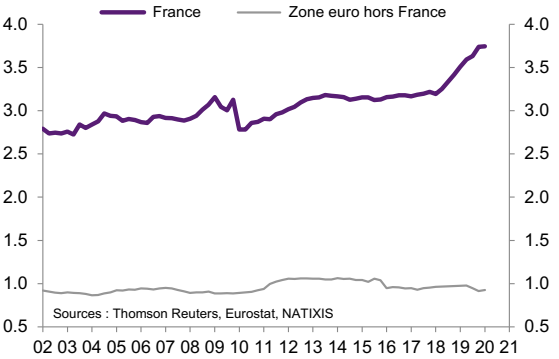


Il ne faut donc pas augmenter le coût du travail dans les secteurs exposés à la concurrence étrangère, ce qui exclut une hausse générale des salaires (la question des bas salaires est différente parce qu'ils apparaissent surtout dans les services peu sophistiqués), **ou une hausse des cotisations sociales des entreprises (graphique 1c) ou des impôts de production des entreprises (graphique 1d)**.

Graphique 1c
Cotisations sociales des entreprises (en % du PIB valeur)

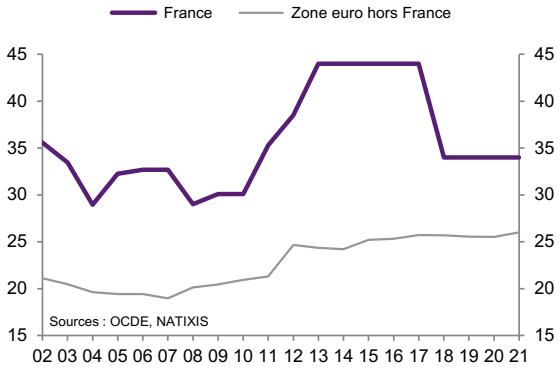


Graphique 1d
Impôts sur la production des entreprises (en % du PIB valeur)

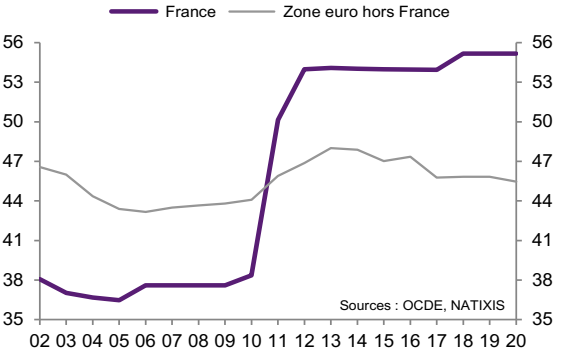


2. **Impossible d'avoir en France une taxation des facteurs mobiles de production** (capital, travail qualifié) ou **des bases fiscales mobiles** (impôts) très différentes de celle du **reste de l'Europe**. Il y a donc nécessairement **convergence** de la taxation du capital **(graphique 2a)**, du taux le plus élevé d'impôt sur le revenu **(graphique 2b)**, de la taxation des profits **(graphique 2c) entre la France et le reste de la zone euro**.

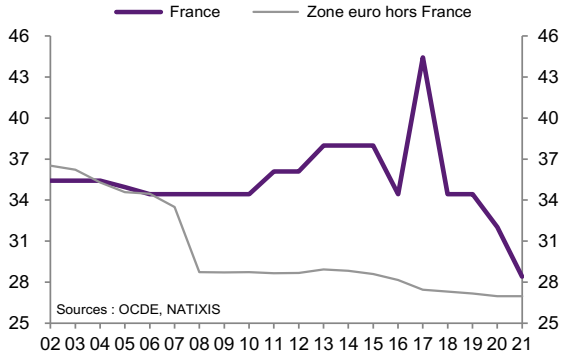
Graphique 2a
Taux d'imposition du revenu du capital (en %)



Graphique 2b
Taux marginal d'imposition sur le revenu des ménages (en %)

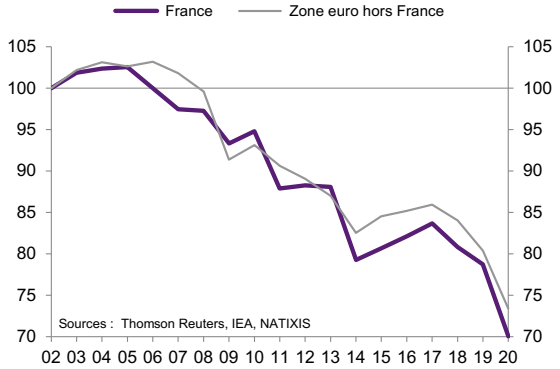


Graphique 2c
Taux d'imposition sur les profits des entreprises (en %)



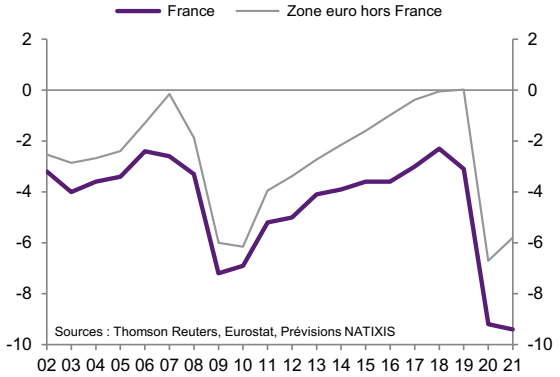
3. Impossible d'avoir en France une **politique de transition énergétique différente de celle du reste de l'Europe (graphique 3)**, car une différence ferait apparaître un biais de compétitivité.

Graphique 3
Emissions de CO2 (100 en 2002:1)



4. **Le déficit public de la France (graphique 4) devra respecter les normes européennes,** quand elles auront été redéfinies ; impossible donc d'imaginer un déficit très élevé de manière permanente.

Graphique 4
Déficit public (en % du PIB valeur)

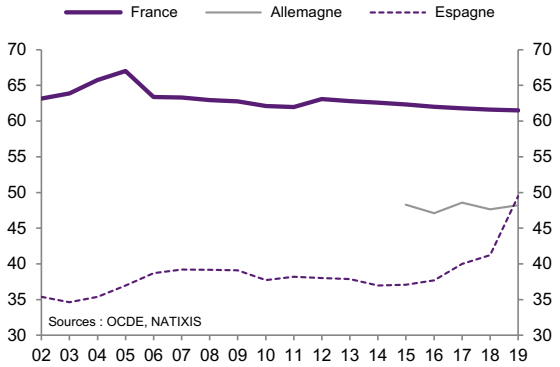


Quels choix de politique économique sont alors possibles ?

Il reste cependant de **nombreuses politiques économiques qui sont possibles à mettre en œuvre malgré les contraintes**.

1. **La hausse des plus bas salaires,** même si le salaire minimum est élevé en France **(graphique 5)**, puisqu'ils concernent surtout les services non exposés à la concurrence étrangère.

Graphique 5
Salaire minimum (en % du salaire médian)



2. **Les politiques, essentielles, d'amélioration de l'efficacité du système éducatif (Tableau 2) et d'amélioration des compétences (Tableau 1).**

Tableau 2 : Enquête PISA de l'OCDE (score global)

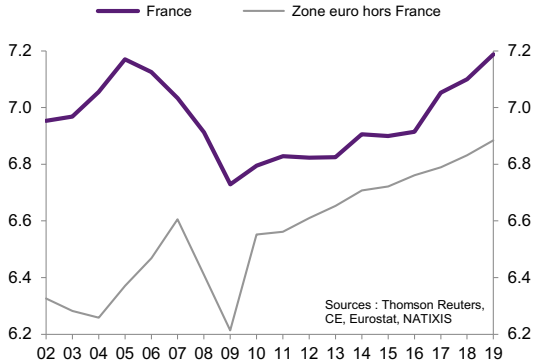
Pays	2000	2003	2006	2009	2012	2015	2018
France	507	506	493	497	500	496	494
Allemagne	487	499	505	510	515	508	500
Finlande	540	545	553	543	529	523	516
Pays-Bas	-	525	521	519	519	508	502

Sources : OCDE, NATIXIS

3. **Les politiques d'investissements publics** (R&D, infrastructures numériques…) lorsqu'ils améliorent l'efficacité de l'économie.

4. Si nécessaire, **les hausses d'impôts qui n'ont pas d'effet négatif sur l'investissement ou l'emploi** : TVA **(graphique 6)**, taxation des plus-values en capital à court terme…

Graphique 6
Taxes sur la valeur ajoutée (en % du PIB valeur)



Synthèse : se concentrer sur ce qui est possible

Il est donc inutile dans un programme de politique économique de faire des propositions qui affecteraient la compétitivité des secteurs exposés à la concurrence ou qui seraient en contradiction avec les règles européennes.

Mais il reste un champ important pour proposer de nouvelles politiques économiques : impôts qui n'affectent pas la compétitivité, bas salaires, éducation et compétences…